

LES DOSSIERS
GESTION D'ACTIFS
L'incubation de hedge funds, pépinière de nouveaux talents.
P. 37 à 39

HOMMES & STRATÉGIES

Blair se pose en leader écologiste.
P. 34 et 35

■ **Retard pour le dossier médical personnel**
L'outil clé de la réforme de l'assurance-maladie n'avance pas au rythme prévu. **PAGE 4**

■ **Remises record de GM aux Etats-Unis**
Le constructeur veut relancer les ventes de véhicules 4x4 qui déclinent outre-Atlantique à cause du pétrole cher. **PAGE 12**

■ **Philip Morris rachète l'indonésien Sampoerna**

Le groupe américain dépose une offre de 5,2 milliards de dollars sur le troisième cigarettier indonésien.
PAGE 12

■ **La Société Générale se renforce dans le crédit consommation**
La banque crée Disporin qui va vendre du crédit par téléphone et en ligne. **PAGE 20**

■ **LSE : Deutsche Börse remet la pression**
Selon la Bourse de Francfort, les autorités de la concurrence continuent leur examen de son projet d'offre sur la LSE.
PAGE 27

■ **S'assurer contre la perte d'image**
Face à ce risque, de quelles solutions disposent les entreprises ?
Expertises PAGE 32

M 00160 - 315 - F: 1,20 €



La faiblesse du dollar relance l'inquiétude en Europe

► Le billet vert a reperdu plus de 5 % depuis ses points hauts de février, se rapprochant de son record de faiblesse face à l'euro.

► Un coup de torchon est à craindre si les flux de capitaux vers les Etats-Unis ne permettent plus d'éponger le déficit commercial.

► L'affaiblissement du dollar est aussi la cause de la plongée dans le rouge des résultats 2004 de la BCE.

PAGE 22 et **EDITORIAL** PAGE 40



La filialisation de Perrier suspendue

■ Nestlé Waters est épinglé par la justice pour défaut de consultation du personnel.



La justice a donné raison à la CGT et au comité d'établissement de l'usine Perrier, qui accusaient le groupe suisse d'avoir suivi un « calendrier de marche forcée ». Nestlé Waters France, qui se réserve le droit de faire appel, prévient que cette décision va retarder son plan de réorganisation et de préretraite.

PAGE 13

Participation : Raffarin veut bonifier son projet

■ Dans le privé, le salaire moyen net de prélèvements a baissé de 0,3 % en 2003.

Les syndicats de fonctionnaires et le ministre de la Fonction publique, Renaud Dutreil, se retrouveront mardi 22 mars pour rouvrir des négociations salariales qui avaient échoué en décembre. Dans le privé, où, selon une enquête de l'Insee, le salaire moyen net de prélèvements a baissé de 0,3 % en 2003, le gouvernement apparaît plus désarmé pour

agir. Afin de pallier son impuissance, Matignon entend stimuler la participation et l'intéressement des salariés. Il travaille à muscler les mesures contenues dans le projet de loi Jacob sur les PME. Dès demain, pour sa première conférence de presse, Thierry Breton pourrait esquisser les grandes lignes de ces dispositions.

Evénement PAGES 2 ET 3

Le patron d'AIG poussé vers la sortie

■ Maurice Greenberg, le patron du groupe américain, chute sur le « scandale des assurances ».

À moins de deux mois de son 80^e anniversaire, Maurice « Hank » Greenberg s'apprête à abandonner les rênes d'AIG. Selon la presse américaine, le patron du premier groupe d'assurances mondial doit annoncer sa démission du poste de PDG et être remplacé

par un de ses proches collaborateurs, Martin Sullivan. À la tête d'AIG depuis près de quarante ans, Maurice Greenberg, mis en cause dans le « scandale des assurances » outre-Atlantique, devrait se contenter du titre de président du conseil d'administration.

PAGE 20

UN DOUBLE DE VOUS CIRCULE AILLEURS

WWW.UNEAUTREVIE.COM

Côté Maison scrute au-delà des frontières

■ Il y a dix ans, Brigitte Bichard rachetait une boutique à proximité de son propre magasin de linge de maison, à Lyon. Il y a quelques mois, elle a recommencé, et acquis la surface commerciale jouxtant l'un de ses points de vente historiques, en plein cœur de la ville. Elle y a ouvert le cinquième mégastore à son enseigne. Il faut dire que, entre-temps, son idée de proposer des objets pour la table et la maison qui évoquent le charme de l'ancien temps est devenue un vrai concept. Son mari a pris en charge le développement et la gestion de l'entreprise, tandis que Brigitte Bichard se concentre sur la création et les achats.

Côté Maison a essaimé en France. Aujourd'hui, la société compte 11 boutiques

dans l'Hexagone, outre ses 6 mégastores, la dernière ouverture ayant eu lieu fin 2004, à Lille, et la prochaine étant programmée à

Bordeaux, sur les jardins des quais de la Garonne. Pour chaque opération, la société débourse entre 250.000 et 1 million d'euros (selon qu'il s'agit d'un petit magasin ou d'un mégastore), puisque toutes les nouvelles boutiques sont des succursales de la maison mère, financées sur ses propres deniers, ceux des banques et d'investisseurs privés.

Des sommes qui pèsent parfois sur les comptes (le résultat net était légèrement négatif en 2003) mais qui, au final, devraient payer puisque, en 2004, Charles Bichard estimait avoir amélioré ses marges de 1 % à 2 % par le simple

fait d'avoir augmenté son volume d'achats. 20 % des produits proviennent de l'importation (la vaisselle vient du Portugal, les paillasons d'Inde, les accessoires de cuisine d'Italie, etc.).

Cibler la Suisse. Le solde est acheté en France, alors que Côté Maison propose désormais sa propre collection. Aujourd'hui, cette ligne pèse pour 15 % dans le chiffre d'affaires, mais Charles Bichard envisage de la faire grimper à 20 %, voire 30 % dans les deux ans à venir.

De même, il vise les 20 millions d'euros de chiffre d'affaires d'ici trois ans, en continuant à ouvrir des points de vente en France et en commençant à scruter au-delà des frontières. Première cible : la Suisse où, comme en France, seront proposés des produits de jolie facture à des prix plutôt doux, l'objectif étant de « ratisser large », en terme de clientèle, avec des produits étiquetés de 0,76 euro pour un bâton de sucre candie, à 960 euros pour une table en teck.

Anne Préty, à Lyon

Carte d'identité
ACTIVITÉ : vente d'objets de table et de décoration de la maison au travers de boutiques et de mégastores.
SIÈGE : Lyon.
DATE DE CRÉATION : 1995.
CHIFFRE D'AFFAIRES 2004 : 8,6 millions d'euros.
CA PRÉVISIONNEL 2005 : 11 millions d'euros.
EFFECTIFS : 75 équivalents temps plein.